

RETRAITES : PARTIE REMISE ?

Après la promulgation de la loi le 9 novembre, le temps des analyses et des bilans est déjà venu car nous passons maintenant dans une nouvelle phase d'un mouvement social improbable et inédit à bien des égards.

Du point de vue du texte voté, c'est bien le projet initial du gouvernement et du MEDEF qui, maquillé de concessions mineures, est imposé aux salariés. Pour le coup, Sarkozy a gagné et les salariés, comme leurs organisations syndicales, ont perdu. Une nouvelle dégradation dans le rapport salariés-patronat après celles sur les retraites de 1993, 2003 ou 2007, un point de plus pour la politique sarkoziste de transformation libérale de la société française ? Pas si simple !

La bataille des retraites, car bataille il y a eu comme jamais depuis 1968, va marquer les rapports sociaux et politiques sur le long terme. Le mouvement social exceptionnel de ces dernières semaines a plutôt renforcé le sentiment qu'il existe des potentiels collectifs de résistance aux attaques libérales dans le contexte de la crise et des exigences alternatives, loin de l'anéantissement recherché par le gouvernement.

Un mouvement improbable et inédit...

Rappelons-nous d'abord le contexte du démarrage de la mobilisation « retraites » :

→ un pouvoir sûr de lui et arrogant, croyant d'entrée avoir « gagné » la bataille idéologique sur le caractère inéluctable de sa « réforme »... faisant le pari d'une absence de mobilisation de masse et

d'un écrasement éventuel des secteurs les plus combattifs. D'où la stratégie assumée de Soubie et Sarkozy de n'ouvrir aucun espace de négociations, pas même au camp « réformiste » ;

→ une « gauche » sociale-libérale assumant la remise en cause des 60 ans dans un



Tout sourire, le 12 octobre.

contexte européen de crise financière et économique qui laissait libre-cours aux tenants d'une politique de rigueur (pour l'après 2012...);

→ un syndicalisme mal remis de 2003 et 2007, divisé sur la question et tiraillé sur les questions de représentativité, tout cela débouchant en mars-avril sur des pronostics assez sombres sur les capacités du syndicalisme à résister uni aux annonces gouvernementales (avec notamment les doutes sur le degré d'engagement de la CFDT dans la mobilisation)...

Dans ce contexte, la bataille était d'emblée marquée par l'impérieuse nécessité de donner un coup d'arrêt à la casse des droits sociaux, mais en même temps par une question : la conviction collective qu'il était possible de faire reculer pour de bon ce gouvernement serait-elle largement partagée ? La réponse renvoie à l'attachement profond d'une majorité de la population française aux formes de solidarité et de redistribution dont les retraites par répartition sont un élément décisif.

Ce mouvement a révélé que l'élection de 2007 n'avait pas effacé cette particularité fran-

çaise de refus du libéralisme déjà présente en 2005 sur le TCE ou en 2006 sur le CPE... A cela s'est rajoutée l'affaire Woerth-Bettencourt avec l'explosion en pleine lumière du « gouvernement des riches » après les milliards offerts aux banques en 2008.

Huit journées nationales de mobilisation en deux mois (après trois au printemps dernier) menées par l'intersyndicale nationale, avec des grèves ponctuelles et reconductibles, des centaines de cortèges dans les villes de France, des millions de manifestants... Depuis 1968, la France n'avait pas connu un conflit social de cette ampleur. Un mouvement inédit dans ses rythmes et ses formes, manifestations de plus en plus massives conjuguées à des grèves mais aussi des débrayages, et même des journées de RTT prises pour aller manifester... « Il y a une différenciation des conditions d'engagement, chacun se mobilise en fonction de ses possibilités », remarque Jean-Marie Pernot.

Manifestations monstres partout (même l'île de Sein !), contacts et solidarités interprofessionnelles sur le terrain, montée intergénérationnelle des lycéens aux retraités, sondages en hausse continue... Une lame de fond populaire !

Ayant le soutien massif de l'opinion, ce mouvement a montré des potentialités d'élargissement et de rebonds qui ont souvent surpris ainsi

qu'une colère profondément installée contre la politique gouvernementale et le locataire de l'Elysée. Même la phase de reflux après les votes a été encore marquée par des journées de grande ampleur (28/10 et 6/11).

La montée en puissance puis l'accélération à partir du 12 octobre, entrant en connexion avec les secteurs en grève reconductibles, l'entrée même limitée des étudiants et lycéens dans la bataille, ont permis ancrage en profondeur et élargissement.

Le pays a été en crise sociale et politique profonde mais le mouvement n'a pas réussi à gagner...

Manifestations monstres, grèves, blocages : cela n'a pas suffi... sans grève générale !

Nous avons estimé dès le départ, avec beaucoup d'autres, que pour gagner face au blocage gouvernemental, il fallait une réponse à hauteur d'une grève générale se donnant les moyens de paralyser l'activité économique.

On a vu la fébrilité du gouvernement et du MEDEF quand les blocages « économiques » se sont renforcés, la volonté de « casser » la mobilisation en utilisant la force. Face à un tel gouvernement, c'est bien un blocage du pays, une grève générale qui pouvait contraindre au recul. Solidaires était clairement là-dessus ainsi que certains secteurs de la FSU et de la CGT. C'est ce qu'a voulu porter dans cette période l'appel de syndicalistes (Solidaires, FSU, CGT...) pour la grève générale.

Le refus, dès le départ, de la CGT, la CFDT, l'UNSA, la CFTC et la CGC du mot d'ordre de « retrait de la loi » augurait bien (ou mal) des volontés d'ouvrir des espaces de négociations plutôt que de forcer le pouvoir à céder par une grève générale. Les deux principales composantes de l'intersyndicale, la CGT et la CFDT, ne travaillaient pas dans cette perspective, voire voulaient l'éviter à tout prix !

Certes, rien de très nouveau pour des directions qui visiblement attendent les principaux changements d'une alternance en 2012. Mais, représentativité syndicale oblige, chacun sait qu'il a beaucoup à perdre en cas d'incapacité à faire bouger les choses aux yeux des salariés. Du coup, même sans vouloir pour certaines cristalliser un affrontement pourtant nécessaire dans une dure épreuve de force, l'ensemble des directions syndicales ont été obligées de donner régulièrement de nouvelles échéances de mobilisations. Et le blocage gouvernemental a poussé, peut-être autant que les pressions internes et celles de la rue, à développer le mouvement, au-delà sans doute de ce qui avait été anticipé.

Il est clair, après un réel travail préparatoire, qu'au moment le plus fort, entre le 12 et le 19 octobre, quand tout le monde sentait que cela pouvait « basculer » avec un engagement de secteurs à reconduire, un appel clair de l'intersyndicale à la généralisation des grèves pour faire céder le gouvernement aurait largement aidé à implanter celles-ci sur le terrain.

Ce qui a été possible par un réel travail préparatoire intersyndical dans certains secteurs aurait pu être étendu ailleurs et démultiplier ainsi les effets de blocage du pays. Comme durant quatorze jours de blocage total ou partiel dans des secteurs « stratégiques » (raffineries, transports...) mais aussi, et c'était une autre caractéristique de ce mouvement, dans certains secteurs professionnels (territoriaux...) ou géographiques (Le Havre, Marseille, Ardennes, Haute Loire...).



Des difficultés à étendre et pas seulement à reconduire...

La difficulté pourtant ne se situait pas que là. Même sans cet appel national improbable, nous avons essayé avec la FSU de pousser dans nos secteurs à la reconduction et à la généralisation. D'autres comme Solidaires l'ont fait ailleurs. Et sans succès véritable. Différents facteurs sont entrés en jeu et ont pesé lourdement.

Les restructurations du salariat (petites unités, précarité...), le poids actuel des conséquences de la crise (en terme de garantie d'emploi, de pouvoir d'achat...) ont joué sur la difficulté à faire de la grève l'arme incontournable et, du coup, contribué à renforcer le poids des manifestations. L'hésitation à mettre en danger sa vie quotidienne... conjuguée aux mesures prises pour entraver le droit de grève, peuvent expliquer que le mouvement n'ait pas basculé.

Sans doute aussi, l'absence de véritables alternatives sur les financements et les déficits

publics, appropriables largement par les salariés a pu jouer pour une partie d'entre eux.

Mais l'élément sans doute le plus important a été le sentiment que pour gagner sur les retraites, il fallait... faire chuter Sarkozy lui-même car celui-ci avait fermé tous les sas de sécurité ! Une barre très (trop) haute pour beau-coup. Du coup, cela a renforcé la nécessité des dynamiques interprofessionnelles qui ont existé localement mais qui dépendent des confédérations, au moins au plan national. Personne ne voulait partir « sans les autres »... Le mouvement ne tenait donc pas tant dans la reconduction des grèves de chaque secteur mais plutôt dans leur extension aux autres secteurs... Pas la/les reconductible(s) mais la grève générale !

Dans un tel contexte, c'est l'intersyndicale qui a été identifiée comme la direction nationale du mouvement, ce qui explique en partie que l'auto-organisation, par les assemblées générales notamment, malgré des tentatives de réunions répétées (dans nos secteurs par exemple sous l'impulsion de la FSU) soit restée assez faible. Le dynamisme des expériences d'interpros locales, qui témoignent de la richesse du mouvement et portent nos espoirs pour la suite, n'ont pas entraîné une généralisation qui aurait pu transformer la situation.

Une forme de « confiance » dans les initiatives de l'intersyndicale nationale...

Ces coordonnées générales conduisaient les salariés dans leur immense majorité à être surtout en attente des propositions nationales proposées essentiellement par le duo CGT-CFDT. Un scepticisme souterrain a sans doute marqué « la base » qui trouvait dans les appels unitaires interpro la confiance et la force pour faire à court terme, avec une vraie difficulté à penser le débordement des cadres nationaux. L'énorme force de la CGT dans les rues, celle de la CFDT (dans une moindre mesure et seulement dans les premières manifs), ont montré que quand les « grandes » décidaient, en phase avec la colère générale, les salariés étaient au rendez-vous.

La FSU et Solidaires ont largement participé aux mobilisations de rue avec des cortèges souvent impressionnants et dynamiques, aux grèves lors des journées nationales mais se sont trouvés en difficulté malgré des appels clairs à « généraliser la grève » ou « à reconduire », sans être suivis dans leurs principaux secteurs d'intervention (mis à part la SNCF pour Solidaires et un peu les territoriaux pour la FSU...). Quant à FO, elle est restée de fait marginalisée par sa tactique

suite page 6 →

suite de la page 5 →

d'un « dedans-dehors » de défiance permanente sans capacité de mise en œuvre alternative.

Faute de grève générale, et dans un contexte de décrue possible du mouvement, une autre initiative nationale rapide avant la promulgation aurait été nécessaire. C'était le sens de la proposition d'une manifestation nationale portée par la FSU et Solidaires dans l'intersyndicale début novembre. CGT comme CFDT n'en ont pas voulu... Derrière des raisons techniques (pas le temps... alors qu'en 2003, il avait fallu pile 12 jours pour le faire !), pour des raisons politiques : une manif nationale d'un million de personnes à Paris porte un haut degré d'affrontement avec le pouvoir...

Je « lutte des classes »...

Les collectifs retraites (avec ATTAC, Copernic), qui couvraient un spectre large d'associations et de partis, ont participé au début du mouvement à l'information et au démarrage de la dynamique, sans pour autant que leurs initiatives ne dépassent le cercle large « militant ». Dans leur majorité, les partis politiques de gauche se sont plutôt situés en commentateurs ou appuis, ne parvenant pas à dépasser les enjeux électoraux à venir.

Pourtant, un des acquis inespéré du mouvement, c'est une politisation de fond, pas aboutie bien sûr en quelques semaines. On a vu apparaître une appropriation collective d'un débat économique et financier sur le partage des richesses, la contestation des réformes en cours, contraignant par exemple la droite à des déclarations sur la fin du fameux bouclier fiscal. Une politisation que l'on pourrait bien retrouver...

L'envie de se battre, de la lutte collective, a été là et laissera des traces pour l'avenir... immédiat.

Le dossier retraites a cristallisé inquiétudes et revendications sociales qui d'emblée faisaient écho aux questions d'emplois, de conditions de travail, de salaires, de partage des richesses. Nous allons devoir travailler maintenant sur les rebonds nécessaires (comme déjà le 9/11 à Pôle emploi) dans un contexte de crise sociale et de questions sensibles (chômage, budget, sécu, etc.)... Et les contacts riches noués au plus près du terrain vont nous y aider. ●

ISABELLE SARGENI-CHETAUD,
LAURENT ZAPPI,
LE 14 NOVEMBRE 2010.

Les territoriaux au créneau



Joachim Coqblin a 37 ans. Technicien informatique à la mairie de Villejuif, adhérent de la CGT communaux (qui regroupe 180 syndiqués sur 1 000 agents), il a été un des animateurs de la mobilisation des territoriaux de Villejuif

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR THIERRY GUINTRAND,
13 NOVEMBRE 2010.

EE : Quand et comment a débuté la mobilisation des territoriaux de Villejuif ?

Joachim : Elle a commencé en mai-juin, mais les AG étaient peu fournies. Un des sujets de discussion était la stratégie de l'intersyndicale : on avait conscience qu'il fallait se préparer à un affrontement majeur sur la question des retraites et on ne voyait pas le sens de la participation aux négociations avec Fillon. Parallèlement, tout l'été, on a tenté d'expliquer aux collègues ce que la réforme allait changer pour eux. On l'a fait avec des tracts, des affiches assez simples.

Après le 7 septembre, qui a été un gros succès, on a fait monter la pression en organisant des AG tout les deux jours et des actions de mobilisation (prise de parole dans les services, diffusion de tracts...). On a également été à l'initiative du 15 septembre devant l'Assemblée nationale, alors que l'intersyndicale n'appelait que le 23. Ça a été repris par l'UD 94, puis par l'intersyndicale RP et a donné une dynamique dans le mouvement à Villejuif.

Le principe de la grève reconductible a été voté à partir du 12 octobre. Du jour au lendemain on est passé de 70 à 200 en AG, puis ça a continué à grossir tous les jours jusqu'à 350. Dès le 13, on a mis en place un comité de grève, avec syndiqués et non syndiqués.

EE : Quelle a été la différence entre cette mobilisation et les précédentes, 2003 ou 1995 ?

Joachim : Il faut remonter à 1995 pour retrouver une telle ampleur chez les territoriaux de la ville. Il y a plusieurs différences : d'abord c'est l'AG, avec son comité de grève, qui décidait de tout, la CGT appuyant et soutenant le mouvement. Ensuite il y a eu la place centrale des femmes. Enfin, ceux qui étaient en pointe étaient les catégories C : femmes de ménage, de service, ouvriers...

Mais la plus grosse difficulté est liée à la crise du syndicalisme. On a envoyé des délégués dans les hôpitaux (il y en a 3 à Villejuif), des ensei-

gnants de la FSU sont venus en AG... Mais nous n'avons eu aucun soutien de l'UL et de l'UD, sans même parler de la Confédération. On s'est sentis très isolés. Les structures interpro de la CGT ne fonctionnaient tout simplement pas.



EE : Et votre initiative à la raffinerie de Grandpuits ?

Joachim : I-télé a organisé un duplex en direct quand on a donné l'argent que nous avons récolté pour eux. Après ça, des centaines de personnes ont appelé en mairie de toute la France pour savoir comment soutenir les salariés de Grandpuits. Ça a donné un relais médiatique et nous a mis dans une position de légitimité y compris vis-à-vis des instances de la CGT 94.

EE : Penses-tu qu'il était possible de gagner ?

Joachim : Les possibilités existaient et elles existent toujours. On a vu qu'il y avait du monde pour aller dans la bagarre. Mais tous les mouvements de reconductibles sont partis de la base. S'il y avait eu une volonté des directions d'aller à l'affrontement et de bloquer l'économie, on était en capacité de le faire.

EE : Quel bilan en tires-tu ?

Joachim : Une grève d'un mois, c'est une aventure humaine. Les gens se découvrent. Il n'y avait plus de catégorie A, B ou C. En temps normal on se croise et on se dit poliment bonjour, maintenant on se fait la bise et on prend un café ensemble pour discuter des suites à donner au mouvement. On a déjà une base de gens qui se connaissent, qui se sont serrés les coudes. Si cette mobilisation a été une découverte pour certains, ça a aussi ravivé les énergies militantes de pas mal d'autres. Nous n'arrêtons pas de syndiquer depuis la fin de la grève. La prochaine fois, on partira beaucoup plus fort dès le départ ! On a montré nos muscles et changé le climat politique dans le pays. Sarkozy pourrait avoir des surprises avant pas longtemps... ●

LE HAVRE

Mot de passe : interpro

Des mouvements, au Havre, nous en avons vécu. Celui-ci est **exceptionnel** ! Exceptionnel parce que massif – des milliers de manifestants dans les rues, parce que collectif – des AG interpro de 200-250 personnes chaque soir, parce que solidaire – des actions chaque jour, mêlant grévistes du public et du privé...

La force de notre mouvement, c'est l'interpro

L'interpro, nous y travaillons sur la ville : aidés par des UL très combattives, nous menons des actions pour la défense de l'emploi, à Renault Sandouville et à l'hôpital, nous manifestons pour la défense des services publics, depuis des années... Chaque soir, l'AG est animée par l'intersyndicale (CFDT, CGT, FSU et Solidaires), elle fait le point jour après jour de l'état de la mobilisation, secteur par secteur : on y compte les taux de grévistes, on s'applaudit, on admire la détermination de telle boîte, et on s'inquiète aussi de la fatigue des salariés de telle autre... On se soutient, on reprend les forces nécessaires pour continuer le combat.

L'AG, c'est LE moment clé de la journée

C'est là qu'on décide des actions des jours

qui suivent : blocage des entrées de la ville, de la zone industrielle (à 4 heures du matin !), distribution de tracts sur les marchés, présence solidaire de grévistes devant la raffinerie à l'arrêt, encadrement des manifs lycéennes, et aussi barbecue géant devant une boîte occupée... C'est là aussi qu'on décide d'une caisse de grève... Les informations circulent, les analyses politiques aussi, et le **bulletin quotidien Havre de grève** s'élabore collectivement à l'issue de la réunion.

Pour nous, personnels de l'éduc, ce mouvement est extraordinaire

Nous ne sommes pas seuls, isolés dans notre secteur, nous sommes en grève avec tous les autres salariés, les dockers, les cheminots, les hospitaliers et les salariés de PME, avec des parents d'élèves... Nous découvrons la réalité du travail dans l'industrie, celle des salaires aussi. Nous mesurons la force du mouvement car nous croisons dans les manifs des cortèges inédits (banderole Auchan), des collègues qui n'y sont jamais venus et qui sont là, cette fois, alors même, pourtant, qu'ils sont en vacances ! Les gens reviennent même aux AG, ils ont besoin d'être ensemble, ils reprennent confiance, ils redressent la tête.



A l'issue de ce combat, nous aurons beaucoup gagné.

Nous aurons renoué avec la solidarité, la fraternité, la combativité ; nous aurons gagné contre Sarkozy qui ne se remettra jamais de cette lutte ; nous aurons vaincu la morosité, le fatalisme, la résignation et convaincu l'opinion qu'une autre société est possible : un monde de justice sociale, basé sur une autre répartition des richesses et du travail. Nous aurons rendu la tâche très difficile aux forces politiques qui louchent sur 2012, nous aurons mis la barre très haut !

Alors que la mobilisation s'effiloche, l'AG d'hier a réuni plus de 100 personnes, réaffirmant la nécessité d'une manif nationale ; un nouveau bulletin de grève a été publié, de nouvelles actions programmées ; le mouvement continue...

Au Havre, rien n'est fini, même si le sentiment d'amertume envahit peu à peu les têtes :

Nous aurons pu gagner...! ●

VERONIQUE PONVERT,
LE 9 NOVEMBRE 2010.

MARSEILLE

Une volonté de lutter !

Marseille, lundi 25 octobre : 90 salariés de l'Education nationale commencent leurs vacances par une Assemblée générale de lutte (appelée par le SNUipp, le SDEN-CGT, SudEduc et la CNT), preuve s'il en est que le mouvement est puissant et enraciné. Fin de l'AG, direction la Mairie de M. Gaudin, vice-président UMP du Sénat, pour un rassemblement interprofessionnel, troisième du genre en plus des temps forts depuis le début du mois d'octobre. Agents du port, salariés de la pétrochimie, territoriaux des cantines et éboueurs, cheminots, employés des impôts, enseignants... sont réunis une nouvelle fois pour affirmer leur détermination.

Surprise ! Les forces de police en nombre insuffisant laissent accéder les manifestants au parvis. En aparté, ils concèdent être débordés par la durée du conflit et la multiplicité des initiatives sur l'ensemble du département. Le matin même, les dockers ont bloqué un dépôt stratégique d'essence à Fos-sur-mer.

C'est que dans les Bouches-du-Rhône, au-delà de la puissance devenue habituelle des grèves

et manifestations interprofessionnelles, on recense les secteurs clés de ce conflit : ports et pétrochimie notamment ont joué un rôle essentiel de catalyseur du mouvement. En grève reconductible depuis le 23 septembre, ils ont permis aux assemblées générales d'autres secteurs de basculer dans la reconduction de la grève. Renseignements pris, pas de hasard : cette construction de la grève est le fruit d'un travail en commun d'équipes syndicales décidées à relever le défi de la confrontation. Rien n'eût été possible non plus sans que l'UD-CGT13 et l'intersyndicale départementale ne partagent cette volonté combative. Dès le 2 octobre les dirigeants de la CGT, de la FSU et de Solidaires appelaient à la généralisation du conflit dans un meeting de haute volée clôturant la manifestation. Pas de hasard, donc !

Après le 19 octobre : rendez-vous étaient donnés à 3h ou 4h du matin pour participer aux blocages des dépôts de kérosène de l'armée, ou de l'aéroport de Marignane. Réunis sur les piquets



de grèves au petit matin, enseignants des quartiers nord de Marseille (11 jours de grève), salariés de la bibliothèque municipale de Martigues (7 jours de grève), de la raffinerie Ineos (14 jours de grève), agents portuaires (26 jours de

grève), et d'autres encore, on avait le sentiment, au-delà des mots et des incantations passées, qu'on menait réellement ensemble un combat commun.

Evidemment, tous les esprits boutiquiers n'ont pas volé en éclat en deux semaines. Il n'a pas été possible par exemple de mettre à l'ordre du jour une assemblée générale interprofessionnelle. La posture délégitime ou la peur de la défaite n'ont pas permis de construire une grève reconductible de masse, absolument nécessaire pour envisager la victoire...

A Marseille, sous le soleil exactement, on se dit quand même, qu'en cet automne 2010, on aura avancé, on aura aussi peut-être offert un avenir au syndicalisme et aux luttes ! ●

SÉBASTIEN FOURNIER,
LE 9 NOVEMBRE 2010.

QUESTIONS À... JEAN-MARIE PERNOT

SA DÉFAITE : AVOIR DÛ IMPOSER AINSI SA

Jean-Marie Pernot est chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES). Formé à l'Insee, passé par le mouvement syndical puis par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), il est l'un des spécialistes français des mouvements sociaux. Il a écrit, avec Guy Groux, en 2008, *La Grève (presses de Sciences Po)*. Une nouvelle édition mise à jour de son premier livre *Syndicats, lendemains de crise ? paru en 2005 est sorti au mois d'octobre chez Gallimard (collection Folio-Essais-Le Monde)*.

► **EE :** Comment comprendre et caractériser ce qui se passe depuis le 24 juin ? Une course de fond et, dans les têtes, peut-être aucune médaille à l'arrivée...

Jean-Marie Pernot : Ce conflit est un conflit de civilisation car il incarne les formes contemporaines de la lutte entre le travail vivant et le travail mort, entre le travail humanisant et le travail pure valeur d'usage du capital. Sa durée, son inscription dans le territoire et dans toutes les couches du salariat ne s'expliquent que par une pluralité de facteurs. Il y a d'abord la crise du travail produite par la financiarisation du capitalisme qui exige des taux de rentabilité prédateurs sur le travail. Il s'est développé un empêchement du « bien travailler » qui nie le salarié bien au-delà de ce qu'avait produit le taylorisme. S'y reflètent aussi la dégradation des conditions de travail, l'extension du travail de nuit, la banalisation du samedi, bientôt du dimanche, le développement des TMS (troubles musculo squelettiques) et autres régressions de la santé physique et morale au travail. Les 60 ans font dès lors figure d'une délivrance, de l'abandon du travail dégradant de soi. La RGPP étend d'ailleurs des mécanismes similaires dans la fonction publique. Quand le tout est organisé par un pouvoir affichant ouvertement sa collusion avec le monde de l'argent, on a les conditions d'une explosion sociale de grande ampleur. Celle-ci est à la fois mouvement social et protestation politique de masse contre le pouvoir, contre la personne du chef de l'Etat et

contre sa façon de conduire le pays. Même si beaucoup de gens pensaient que Sarkozy ne céderait pas, il y avait une affaire de dignité face à l'indignité de ceux qui gouvernent. La participation n'est pas conditionnée par le seul espoir de la victoire mais par la nécessité ontologique de se lever contre l'indignité et l'injustice.



PHOTO: M. MIGNÉAU

► **EE :** Comment l'inter-syndicale a-t-elle pu tenir malgré les différentes stratégies qui la traversaient ? Comment le mouvement peut-il continuer et sous quelles formes ?

J-M.P. : Le risque était de réitérer les mobilisations de 2009 qui s'étaient enlisées et le pouvoir escomptait profiter de cette sorte de ritualisation des manifestations. Le flou initial de l'intersyndicale a permis une diversification des modes d'engagement. Le cadre offert a permis à chacun de participer avec ce qu'il pouvait y mettre : grève ou pas, un jour, deux jours, davantage ; participer aux manifestations ou à certaines d'entre elles, venir le samedi ou en semaine, ou à chaque fois bien sûr. Puis, les manifestations se heurtant au mépris du gouvernement, certains secteurs ont pu franchir un cran en tentant de bloquer la machine économique. Mais là, il faut un degré de puissance syndicale qui fait (encore ?) défaut. Le secteur des raffineries est assez concentré avec des problèmes spécifiques et des noyaux syndicalistes organisés. Les autres tentatives (convoyeurs de fonds, par exemple) se sont heurtées aux limites de

l'implantation syndicale et aux contre-offensives patronales. Ailleurs, le poids du chômage, la réduction du pouvoir d'achat et la croissance de l'endettement des ménages ont limité la possibilité d'une grève de masse.

Dans la phase de sortie, le côté revendicatif sur les retraites va de fait perdre son caractère moteur, mais la protestation ne va pas cesser pour autant. D'abord parce qu'il y aura d'autres mauvais coup (l'assurance maladie par exemple) et puis des conflits potentiels couvent dans d'autres secteurs. L'unité d'action peut perdurer. Sarkozy n'en a pas fini avec l'onde de choc de ce mouvement. On se demande comment certains commentateurs peuvent parler de victoire politique. C'est au contraire une formidable défaite car l'imposition de la réforme de cette manière est un véritable coup d'État légal et la société ne s'y est pas trompée.

► **EE :** La CFDT et la CGT ont été le centre de la mobilisation même si la CGT avait une présence écrasante dans les cortèges. En même temps, elles gardent des approches très différentes. Comment peuvent-elles continuer à gérer cette unité et autant de différences ?

J-M.P. : Pour l'instant, la CFDT se tire bien du conflit : elle s'est refait une image, elle a montré qu'elle n'était pas acoquinée avec la droite, qu'elle pouvait mobiliser dans la rue, qu'elle avait su renouer avec une partie de la fonction syndicale qui consiste à savoir dire non. Cela dit, elle n'a pas modifié son projet sur le fond du dossier retraites. A son congrès au mois de juin 2010, la CFDT a confirmé son acceptation du rallongement des durées de cotisations nécessaires à l'acquisition de droits complets, ce qui entérine le fait que le départ à 60 ans ne concerne pour elle que les carrières longues. Lorsque ses positions seront mieux connues, elle risque d'avoir quelques retours de bâton, peut-être même de ses propres rangs car le débat du congrès avait montré de fortes réticences internes à cette logique.

Les revendications de la CGT sont plus en phase avec le mouvement social. Elle va sans doute connaître quelques débats sur sa stra-

Grandpuits

RÉFORME...

Jean-Marie Pernot
Syndicats :
lendemains
de crise ?



Éditions Mille et une Nuits

sont heurtées aux mêmes difficultés que les autres.

► **EE : Quel bilan positif pour le syndicalisme ?**

J-M.P. : Si leur « image » ressort meilleure auprès de l'opinion publique, reste à transformer cette mobilisation en renforcement des organisations, ce qui n'est pas gagné. Depuis 1995, les mouvements sociaux ne provoquent aucun renforcement. A partir d'octobre, on a vu dans les manifestations des salariés relevant de classes d'âge qui ne sont pas présentes dans le syndicalisme : les jeunes trentenaires ou les quadras qui sont les générations manquantes de l'engagement syndical. Les jeunes sont un enjeu, c'est sûr mais le vrai problème aujourd'hui, ce sont les salariés qui n'ont pas fait le chemin de la syndicalisation au moment de leur installation dans la vie active. Si on ne sort pas de ce rapport d'extériorité entre syndicats et travailleurs mobilisés, on butera toujours sur la même question de la puissance d'agir qui a manqué dans la dernière phase de ce conflit. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-MICHEL DREVON,
LE 1^{ER} NOVEMBRE 2010.



PHOTO : T.F.

tégie. Mais les secteurs contestataires n'ont pas réussi à imposer chez eux la grève générale. Si la fédération de la chimie a fait la preuve d'une certaine capacité d'agir, celle de l'agroalimentaire ou la métallurgie du Nord se

Jeudi 27 octobre 2010, 16^{ème} jour de grève à la raffinerie de Grandpuits. L'unité syndicale CGT-CFDT et la détermination des salariés restent intactes, derrière une CGT très majoritaire (80 % des syndiqués de la production). Sur les 160 travailleurs en 3x8 à même de relancer la raffinerie, 157 répondent à l'appel des 3 A.G. quotidiennes. Ayant démarré le conflit à 158, on peut considérer avec Franck Manchon « qu'il n'y a pas [eu] de perte en ligne » à Grandpuits en 15 jours de reconduction...

Unité, solidarité, détermination

Tous les ingrédients étaient présents à Grandpuits pour réussir cette lutte, exemplaire à plus d'un titre.

Mais comme tient à le rappeler la CGT, un gros travail militant avait d'abord été réalisé en amont : « Il faut expliquer ce qu'on veut, où on va, et pourquoi on y va. Une fois que ce travail de terrain est fait (car c'est très clairement du travail de terrain, de proximité), une fois que tous les salariés ont toutes les données, je pense qu'on n'a plus aucun souci à faire partager la lutte. »

La direction de chez Total y est allée aussi, au passage, de son petit coup de main au mouvement. La volonté initiale des salariés en 3x8 était de ne débrayer que ponctuellement, 24 ou 48h. Pensant exercer une pression dissuasive, la direction a brandi la menace de l'arrêt de ses 6 raffineries, procédure extrêmement dangereuse, éprouvante et redoutée par les salariés. Que n'avait-elle sous-estimé le potentiel de radicalisation ?

Pression de l'État policier, ou intoxication médiatique...

Rien n'a été en mesure d'entamer la détermination des grévistes de Grandpuits.

Ensuite, en cours de mouvement, il y a eu cette charge des forces de l'ordre pour tenter de les déloger, puis les réquisitions de personnels grévistes exigées par l'État (mais rejetées une première fois par le tribunal de Melun...), qui n'ont fait qu'augmenter leur colère et renforcer leur détermination. Chacun se souvient des images de la cérémonie d'enterrement de la démocratie et du droit de grève orchestrée en grandes pompes par les grévistes du site en réponse aux charges policières et aux réquisitions...

Enfin, c'était aux médias de venir jeter de l'huile sur le feu de la colère. Il était inacceptable pour les grévistes des différentes raffi-

neries de France d'entendre que « 3 raffineries [avaient] suspendu le mouvement et [allaient] reprendre leur activité » ! Car la réalité était bien différente. Le mouvement à la raffinerie de Reichstett (Bas-Rhin) avait été suspendu en échange de la garantie du groupe Petroplus de ne plus fermer le site, et donc de sauvegarder 253 emplois ainsi menacés. Alimentée en pétrole brut par un pipeline qui vient du port pétrolier de Fos-sur-Mer toujours en grève, la raffinerie ne risquait pas de redémarrer... Concernant les deux autres raffineries du groupe Exxon, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) et à Port-Jérôme (Seine-Maritime), elles venaient de suspendre le mouvement après s'être vues proposer le paiement intégral des jours de grève ! Mais là encore, tout redémarrage restait impossible : la première ne pouvant être alimentée par le terminal de Fos à l'arrêt ; la seconde, par l'entreprise SIM dont les salariés continuaient également d'être en grève sans rien lâcher ! Tout en oubliant, au passage, qu'une raffinerie met 15 jours à redémarrer dans le meilleur des cas, et que les 9 autres raffineries restaient plus que jamais à l'arrêt...

Un soutien déterminant

Et au 16^{ème} jour de grève, les gendarmes, toujours très présents aux abords du site, ne sont toujours pas en capacité d'empêcher les délégations arrivant au compte-goutte de rejoindre le piquet de grève. Car le rapport de force est définitivement du côté des grévistes et de leurs nombreux soutiens.

Grandpuits, comme beaucoup d'autres raffineries, continue de recevoir des soutiens « en quantité industrielle » : des délégations syndicales, lycéennes et citoyennes affluent quotidiennement de toute la région parisienne ; des lettres de soutiens arrivent de France, mais aussi de l'étranger ; des soutiens logistiques réguliers permettent de tenir le siège et d'alimenter la cantine ; et les dons d'argent sont très conséquents. La caisse de solidarité se voit même alimentée anonymement par certains cadres de la boîte...

Un soutien au-delà de toute espérance, qui ne semble pas être étranger à la position de force dans laquelle se trouve le piquet de grève à chaque instant, ainsi qu'à l'échec des offensives du pouvoir – charges policières, réquisitions, intoxication médiatique – qui ne sont, à ce jour, toujours pas parvenues à mater la rébellion et reprendre la citadelle. ●

THIERRY FOURRÉ, GD 93,
LE 28 OCTOBRE 2010.

LYON

Place Bellecour : une prison à ciel ouvert ?



PHOTO : D. R.

Peace and... Hatred.

Le gouvernement a franchi à Lyon une étape supplémentaire dans sa dérive sécuritaire et sa remise en cause des libertés fondamentales.

Le jeudi 21 octobre, six heures durant (entre 13h30 et 19h30), plusieurs centaines de personnes, majoritairement des jeunes, voire des mineurs, ont subi, sur ordre de l'autorité préfectorale, une garde à vue de fait en plein air totalement illégale. Elles étaient venues rejoindre le cortège d'une manifestation autorisée ou passaient simplement pour se rendre à leur travail ou ailleurs. De nombreux témoignages confirment qu'un grand nombre d'entre elles a été gazé, flashballé ou encore matraqué, arrosé par canon à eau pendant plusieurs heures dans la nasse fermée par un double cordon de CRS, de gendarmes et de policiers qu'était devenue la place Bellecour.

De plus, ces nombreux témoignages nous conduisent à nous interroger sur les pratiques discriminatoires des forces de l'ordre, dont certains membres proféraient des injures racistes ou libéraient les jeunes selon leur faciès. Elles ont systématisé les contrôles d'identité de toutes les personnes retenues sur la place et les photographies d'identité au faciès.

A ces accusations graves, l'autorité préfectorale doit apporter une réponse claire et permettre une vérification de tous les dossiers constitués à cette occasion. Il est regrettable que l'autorité judiciaire n'ait

pas été mise en situation d'assurer immédiatement sa mission de protection des libertés individuelles, relativement aux mesures de rétention collective, de contrôles, de vérifications et de relevés d'identités opérées en ces circonstances.

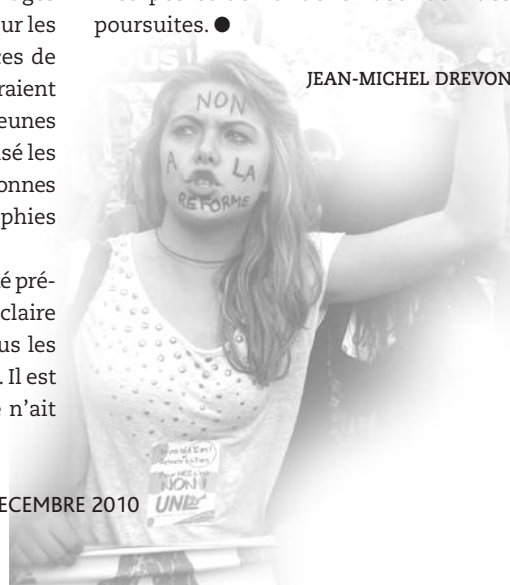
Ausurplus, la procédure de comparution immédiate a été utilisée, laquelle ne permet pas une véritable défense individuelle, repose rarement sur des

éléments matériels de preuve et répond à un souci de médiatisation, au risque de méconnaître les principes du procès équitable énoncés par la Cour Européenne des Droits de l'Homme et repris par le Conseil Constitutionnel et la Cour de Cassation.

37 organisations syndicales, associatives et politiques les plus représentatives du Rhône entendent, par ce communiqué, tout faire pour rétablir les droits démocratiques et les libertés fondamentales bafouées et les faire respecter. Elles appellent la population et les organisations attachées aux droits démocratiques à faire bloc contre l'ensemble de ces atteintes aux droits.

Elles décident de récolter des témoignages – au sens juridique du terme – pour examiner la possibilité d'un dépôt de plainte. Elles assurent le soutien aux inculpés et demandent l'abandon des poursuites. ●

JEAN-MICHEL DREVON



Décidément, Nicolas Sarkozy ne sait que manier le mépris. A Séoul, il n'a fait que passer, sans doute pour étreindre son nouvel avion et se présenter comme le président de ce G20... totalement inutile ! Le devoir d'indignation s'est perdu dans les sables de l'impunité des conseillers du Président comme de celle des délinquants économiques.

La crise systémique du capitalisme est à la fois financière, économique, sociale, politique, culturelle, écologique... En bref, une crise de civilisation.

Le capitalisme, s'il veut continuer d'exister, doit infliger une défaite à l'ensemble du mouvement ouvrier, qu'il soit syndical, politique ou social. Sarkozy le sait. Le recul de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans n'avait aucune nécessité économique. Laisser faire les lois de 1993, 2003, 2008, suffisait à baisser le montant des pensions de retraite. Sa contre-réforme était bien une déclaration de guerre...

Les raisons des politiques d'austérité.

Pourquoi cette contre-réforme ? Plus généralement pourquoi la poursuite, l'accentuation, des politiques d'austérité drastiques ? Le but est double.

D'une part, augmenter le profit des entreprises en baissant la masse salariale totale. Le chômage de masse permet de faire accepter aux salariés une dégradation continue de leurs conditions de salaire, d'emploi et de travail pour faire chuter le coût du travail. Ainsi, les grandes entreprises, celles du CAC 40, ont enregistré une hausse de leur profit, se traduisant par la hausse, provisoire, des cours de la Bourse. Les bénéfices proviennent aussi de la spéculation sur les dettes souveraines des Etats, grâce à l'intervention des Banques centrales et des Etats-Nations qui leur ont permis d'éviter la faillite et de poursuivre leur activité sans changements significatifs. Changer les règles du jeu est un impératif catégorique pour éviter la répétition des crises et de nouvelles secousses.

D'autre part, continuer dans la voie de la privatisation en diminuant les dépenses publiques. Les services publics sont asphyxiés, incapables de faire face à leurs besoins pour répondre aux demandes sociales des citoyens. Les droits et les solidarités collectives s'évanouissent pour laisser la place à une société individualisée, éclatée, précarisée. La contre-réforme des retraites se traduira par un immense développement des fonds de pension, des retraites par capitalisation pour générer des bénéfices juteux de

e ?



PHOTO : M. MIGNON

ces sociétés et individualiser plus encore les salariés. Au-delà, la privatisation a deux avantages. Elle permet de définir de nouveaux lieux d'accumulation du capital et d'éviter tout contrôle démocratique. La privatisation de la guerre aux Etats-Unis par George W. Bush lui a ainsi permis de s'affranchir du contrôle par le Congrès. Ce mouvement de privatisation participe de la remise en cause des libertés démocratiques.

Cette politique économique d'austérité fait peur. A tous les économistes et, paradoxe des paradoxes, aux marchés financiers eux-mêmes qui voient se profiler la prochaine récession. Baisser toujours plus les salaires et les retraites, dans un pays où 90 % de la population active est salariée et qui connaîtra une augmentation des plus de 60 ans, produit mécaniquement la chute du marché final – la réduction des capacités de consommation – et la surproduction, donc la récession. Cette tendance se trouve renforcée par la crainte des banques de la faillite des entreprises et des autres banques comme du surendettement. Les encours de crédit ont tendance à diminuer, alors que tous les agents économiques sont endettés. Tout le monde voit bien que les gouvernants des pays de l'Union Européenne entraînent les populations dans le mur en organisant la prochaine dépression. Une sorte d'effet d'inertie empêche la réflexion sur d'autres politiques. Seuls les Etats-Unis et les pays dits « émergents » font exception à la règle.

Quelle coordination ?

Les politiques d'austérité sont des forces centrifuges. Elles n'appellent aucune coordination. Au contraire, elles renforcent la concurrence des systèmes sociaux et font reculer toutes les solidarités. Dans le même mouvement, elles répondent aux diktats des marchés financiers via les agences de notation.

Chaque Etat-Nation a voulu gérer la crise pour défendre ses capitalistes, qu'ils soient banquiers ou industriels, contre les autres. Ces égoïsmes

nationaux ont renforcé une crise latente de la construction européenne et ouvert la porte à la spéculation contre les dettes souveraines, obligeant les gouvernements à baisser toujours plus les dépenses publiques pour diminuer le déficit public par rapport au PIB, en refusant de s'interroger sur une réforme fiscale nécessaire. Les impôts ont augmenté via les impôts indirects – hausse du taux de la TVA dans plusieurs pays dont la

Grèce – les plus inégalitaires. Cet éclatement sert la spéculation. Après la Grèce, c'est l'Irlande qui en fait les frais. Elle connaît une très forte augmentation de son taux d'intérêt sur 10 ans du fait de la dégradation de la notation de sa dette. La BCE est intervenue pour racheter une partie de ses obligations⁽¹⁾. Autrement dit, elle finance la dette ancienne au lieu de permettre la baisse des taux d'intérêt en intervenant sur l'endettement actuel.

« La guerre des monnaies » provient directement de cette gestion « nationale » de la crise. Baisser le cours de la monnaie permet de gagner des parts de marché au détriment des autres capitalistes. Une sorte de dopage de la compétitivité qui diffuse la surproduction. La solution passe par la remise en cause de la logique imposée par les marchés financiers.

Comment en sortir ?

Dans ce contexte, le G20 ne pouvait rien décider. Il a constaté les « déséquilibres », la « guerre des monnaies »... en attendant une prochaine réunion sous présidence française. La proposition française d'un nouveau système monétaire

international est restée dans les cartons ou dans la soute de l'avion.

Contrairement aux déclarations sarkoziennes, la crise est devant nous. Les faillites restent à l'ordre du jour. Pour la combattre, il faudrait une rupture. L'idéologie libérale en crise n'a pas laissé place, pour le moment, à une autre vision du monde. Elle s'impose y compris dans une partie du mouvement syndical et politique de gauche. Pour combattre cette crise systémique, les solutions se présentent d'elles-mêmes. D'abord, augmenter les salaires et les retraites pour alimenter le marché final et, ainsi, promouvoir la croissance. Cette augmentation du PIB allégerait mécaniquement le poids des déficits (budget, Sécurité sociale). Les créations d'emplois qui en découleraient permettraient à la fois de baisser les allocations chômage et d'augmenter les recettes de l'Etat et de la Sécurité sociale. Ensuite, développer les services publics, en créer de nouveaux pour lutter à la fois contre la crise économique provoquée par l'impératif de la valorisation du capital et élargir les solidarités collectives. La crise systémique du capitalisme oblige à une réflexion sur une croissance solidaire et plus éthique. Ethique et économique ne sont en rien contradictoires. Au contraire. Le mouvement syndical devrait saisir cette opportunité. Sinon, de l'autre côté, se prépare un monde barbare... ●

NICOLAS BENIES

1) La Fed a quant à elle décidée de racheter les Bons du Trésor de l'Etat, donc de financer directement le déficit de l'Etat par la création monétaire. Elle injectera 600 milliards de dollar. Une sorte de politique de relance keynésienne par ce biais. Bernanke, son président, entend ainsi lutter contre la déflation. La BCE reste, elle, au milieu du gué. Premier résultat de cette injection de monnaie : la baisse du dollar et la hausse de l'euro et du yen. Les marchés viennent de s'apercevoir que la situation des pays d'Europe était proche de la catastrophe – on ne pourra pas dire qu'elle n'était pas annoncée – et ont commencé à faire remonter le dollar.

Travaux pratiques : le budget du gouvernement français

Le Parlement vote à la fois le budget de l'Etat et celui de la Sécurité Sociale. Il est prévu une baisse drastique des dépenses sociales, conséquence de la loi sur les retraites, et des dépenses publiques selon la volonté du gouvernement de casser l'ensemble des services publics tout en donnant des gages réclamés par les marchés financiers via les agences de notation (les fameux 3 A). La lutte contre les déficits publics est devenue la seule justification idéologique de ces politiques d'austérité. Les taxes augmenteront, renforçant les inégalités. Le chiffon rouge des « niches fiscales » – un mot pour cacher une politique fiscale en faveur des riches – se traduira par la baisse des revenus moyens, déprimant le mar-

ché final. La politique budgétaire – l'action sur les dépenses – sera très restrictive. La baisse du nombre des fonctionnaires – un retraité sur deux non remplacé –, des crédits de fonctionnement et d'investissement ne permettra pas aux services publics, à commencer par l'éducation et la santé, de remplir leurs missions. Le chômage, surtout celui des jeunes, va encore augmenter, faute de créations de postes et d'emplois des « seniors » obligés de travailler plus longtemps. La croissance, d'un peu plus de 1 % pour cette année si l'on en croit les prévisions de l'INSEE, est trop faible pour résister à ce traitement de choc, même si la consommation, pour le moment, a légèrement augmenté.